



**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
COMMUNE DE LE TIGNET**

**DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers :

en exercice : 23

présents : -

Votants : -

L'an deux mil vingt cinq

le sept avril

Le Conseil Municipal de la Commune DU TIGNET dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur
Claude SERRA Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 mars 2025

Ouverture de la séance : 19h00

PRESENTS :

ABSENTS SANS POUVOIR :

POUVOIRS :

Secrétaire de Séance : Brigitte LUCAS

**DELIBERATION N° 2025.021 : PLACEMENT DES EXCEDENTS DE TRESORERIE SUR DES COMPTES A
TERME AUPRES DU TRESOR PUBLIC**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.1618-1 et L.1618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) permettant de placer les fonds d'une collectivité lorsqu'ils proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières ; d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par un décret en Conseil d'Etat du 28 juin 2004 ;

Vu l'instruction M57 en vigueur ;

Considérant que les collectivités territoriales sont soumises à l'obligation de dépôt de leurs fonds disponibles auprès de l'Etat, qui ne verse pas d'intérêts ;

Considérant que les durées de placements pour les comptes à terme s'étalent sur des périodes allant de 1 mois à 12 mois, ainsi l'ensemble de ces produits de placement est à court terme ;

Considérant que pour les comptes à terme, les taux sont fixés et garantis pour la durée du contrat au début de chaque mois par l'Agence France Trésor. Lors de la souscription, la collectivité connaîtra donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance ;

Considérant que la Commune dispose d'un fonds de roulement d'environ 1,6 millions d'euros issu des excédents de fonctionnement conservés en vue de la réalisation prochaine d'équipements structurants pour son territoire ;

Après avoir délibéré, le conseil municipal **DECIDE** à ... votes « pour », ...votes « contre » et ... abstentions

DE DEROGER, à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds dont la provenance est issue des cas prévus par l'article L.1618-2 du CGCT ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire de procéder au placement de ces fonds sur des comptes à terme auprès du trésor public (DDFIP) pour un montant de 1 200 000 € maximum, par placements unitaires de 100 000 €, et d'une durée indicative et maximale de 12 mois ;

DE NOTIFIER la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et Monsieur le Chef de Service de gestion Comptable de Grasse

Ainsi fait et délibéré les, jour mois et an que susdits.

LE MAIRE

Claude SERRA